

Chronologie

April–Juni / avril-juin 2016

April/avril

02.04. Die geplante Milliardenfusion zwischen *Orange* und *Bouygues Telecom* findet nicht statt. Laut Medienberichten soll es Unstimmigkeiten zwischen Wirtschaftsminister Emmanuel Macron und Martin Bouygues über die künftige Position von *Bouygues* im geplanten Unternehmen gegeben haben.

05.04. Die in Paris auf der *Place de la République* begonnene Protestbewegung *Nuit debout* breitet sich in ganz Frankreich aus, darunter in Rennes, Nantes, Toulouse und Lyon. Immer wieder kommt es dabei zu schweren Zusammenstößen zwischen Demonstranten und der Polizei; allein in Paris werden 130 Personen verhaftet (vgl. *Dokumente/Documents 2/2016*).

06.04. Der Gründer und frühere Parteichef des rechtsextremen *Front National*, Jean-Marie Le Pen,

wird erneut wegen Leugnung von Verbrechen gegen die Menschlichkeit zu einer Geldstrafe von 30 000 Euro verurteilt. Es geht um seine wiederholte Aussage, die Gaskammern der Nationalsozialisten seien „*ein Detail*“ der Geschichte gewesen. Auch in Nizza spricht ein Gericht Le Pen wegen Anstiftung zu Hass und ethischer Diskriminierung für schuldig. Verhängt werden 5 000 Euro Strafe, weil Le Pen vor drei Jahren die Anwesenheit von Roma in der Stadt „*am Geruch*“ festgemacht hatte.

06.04. Die Nationalversammlung verabschiedet mit 64 gegen 12 Stimmen ein Gesetz, das den Besuch bei Prostituierten unter Strafe stellt. Den Freiern drohen bis zu 1 500 Euro Geldbuße, im Wiederholungsfall sogar 3 750 Euro. Der Kauf sexueller Handlungen sei eine Verletzung der Menschenwürde, so Frauenrechtsministerin Laurence Rossignol. Bisher hatten Prostituierten Strafen für „*passiven Kundenfang*“ gedroht, auch wenn Prosti-

De bonnes intentions

Réunis le 7 avril à Metz pour le 18^e Conseil des ministres franco-allemand, les deux gouvernements mettent en relief leur volonté d'intensifier leur coopération dans le domaine de l'intégration et de l'égalité des chances. La ministre-présidente de la Sarre, Annegret Kramp-Karrenbauer, et le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, présentent un rapport commun sur le sujet, dans lequel ils suggèrent la création d'un Conseil franco-allemand de l'intégration qui servirait de base à une réflexion européenne. Paris et Berlin souhaitent par ailleurs que les décisions prises par l'Union européenne face à la crise migratoire (notamment sur la surveillance des frontières extérieures de l'espace

Schengen) soient appliquées rapidement. Répondant aux critiques formulées à Munich par le premier ministre français, Manuel Valls, quant à la politique allemande d'ouverture aux migrants, la chancelière, en toute diplomatie, estime que ces critiques sont « *plus stimulantes que décourageantes* ». Le sommet de Metz se termine sur la publication d'un relevé de conclusions et de bonnes intentions déclinées sur 18 pages, avec entre autres un accroissement de la coopération entre les services de renseignement pour lutter plus efficacement contre le terrorisme, une concertation plus intense contre la fraude et l'évasion fiscale et l'approfondissement de l'Union économique et monétaire.

Zusammengestellt von Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), und François Talcy, Journalist.

Etablie par Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), et François Talcy, journaliste.

tution an sich in Frankreich nicht illegal ist – ein Delikt, das mit der Gesetzesnouvelle abgeschafft wird. Offiziellen Schätzungen zufolge gibt es in Frankreich zwischen 30 000 und 40 000 Prostituierte.

07.04. Bundeskanzlerin Merkel und Präsident Hollande demonstrieren bei deutsch-französischen Regierungskonsultationen in Metz Einigkeit in Flüchtlingsfragen. Beide setzen auf sichere-

re europäische Außengrenzen und eine Stabilisierung der Lage in Libyen. Der neuen Regierung in Libyen wird Unterstützung zugesichert. Auch beim Thema „Integration“ wollen beide Länder enger zusammenarbeiten; u. a. ist die Schaffung eines deutsch-französischen Integrationsrates vorgesehen.

07.04. Ein Jahr vor der Präsidentschaftswahl kündigt Wirtschaftsminister Emmanuel Macron

Diplomatie en Afrique

À l’initiative des Nations-Unies et du Royaume-Uni, la conférence internationale des donateurs pour la Libye se tient à Tunis le 12 avril. Berlin participe à hauteur de 10 millions d’euros (sur 40 millions promis par les participants) à un fonds de soutien créé par l’Allemagne et le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) pour la reconstruction du pays.

Le 16 avril, le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, et son homologue français, Jean-Marc Ayrault, se rendent dans la capitale libyenne, avec pour bagage une tonne de biens médicaux – une visite franco-allemande préparée dans le plus grand secret et sous protection militaire. Pour venir en aide au nouveau gouvernement d’unité nationale à Tripoli, l’Europe souhaite étendre aux eaux territoriales libyennes le champ d’action de la mission européenne *Sophia*, lancée en 2015 pour lutter contre les passeurs en Méditerranée.

Après avoir rencontré le 25 avril au château de Herrenhausen à Hanovre les présidents américain et français, ainsi que les chefs de gouvernement britannique et italien, la chancelière Angela Merkel insiste sur la nécessité d’une étroite concertation entre les États-Unis et l’Europe sur les questions de sécurité, notamment dans la lutte contre la migration illégale.

Les deux chefs de la diplomatie de France et d’Allemagne effectuent le 1^{er} mai un nouveau déplacement conjoint au nom de l’Union européenne, cette fois au Mali et au Niger, deux pays sous la forte pression du terrorisme islamiste. Le départ depuis Berlin est retardé après

un freinage d’urgence dû à une collision avec des oiseaux.

Une large majorité de députés allemands adopte le 13 mai la prolongation du mandat soumis par le gouvernement pour une mission européenne de formation au Mali, limitée à 300 soldats (au lieu de 350), mais étendue à d’autres zones d’intervention jusqu’au 31 mai 2017. Le même jour, les députés du *Bundestag* adoptent par ailleurs par une majorité de 424 contre 143 voix une modification du statut des migrants en provenance du Maroc, de l’Algérie et de la Tunisie, qualifiés désormais de pays sûrs. Les Verts et *Die Linke* font néanmoins valoir que la torture, la discrimination des homosexuels et le manque de protection des femmes face à la violence sexuelle sont encore de mise dans ces pays. Ils envisagent de bloquer la mesure lors du vote à la Chambre des *Länder* (*Bundesrat*).

Le président du SPD, Sigmar Gabriel, fait valoir le 10 juin que le taux de reconnaissance du statut de réfugié pour les ressortissants du Maghreb représente seulement 2,2 % pour les Marocains, 1,4 % pour les Algériens et 0,5 % pour les Tunisiens. Pour être adopté, le nouveau règlement doit être approuvé par au moins trois des dix *Länder*, dans lesquels les Verts sont membres du gouvernement. Le 16 juin, le vote, prévu initialement pour le lendemain, est finalement repoussé en raison de l’opposition des Verts. Seul le Bade-Wurtemberg, *Land* dont le gouvernement régional est dirigé par un ministre-président des Verts (Winfried Kretschmann, réélu le 12 mai), se prononce en faveur de la nouvelle loi.

Pour une meilleure intégration

Après sept heures d'après négociations, les deux partis de la coalition gouvernementale parviennent à un accord le 14 avril sur les grandes lignes d'une nouvelle loi en faveur de l'intégration des réfugiés qui bénéficient du droit d'asile. Ce projet de loi est adopté par les ministres le 25 mai après une réunion de deux jours dans le château de Meseberg (Brandebourg), réservé aux hôtes du gouvernement.

La nouvelle loi est axée sur le principe des droits et des devoirs que résume la formule « *fördern und fordern* » (promouvoir et exiger), déjà utilisée dans les années 2000 pour la réforme du marché du travail. Son objectif est d'insérer le plus grand nombre possible de personnes par l'apprentissage de la langue et la qualification professionnelle. L'Etat s'engage à financer 200 000 possibilités de travail, les cours d'allemand seront obligatoires, des cours d'intégration seront organisés pour la transmission des valeurs de la société allemande et des réductions de prestations sociales sont prévues pour ceux qui refuseraient toute formation. Les réfugiés ne pourront pas choisir leur lieu de résidence. Quant aux demandeurs d'asile issus des Balkans et du Maghreb

(qualifiés désormais de pays sûrs), ils seront exclus de cette initiative. La dernière réunion de travail à Meseberg, qualifiée de « séminaire gouvernemental », avait eu lieu en 2014, celle de septembre 2015 avait été annulée en raison de l'afflux de migrants.

La presse dans son ensemble critique une « *accumulation d'évidences* » et estime que l'accord aura permis en premier lieu d'éviter la désintégration du camp conservateur entre les chrétiens-démocrates (CDU) d'Angela Merkel et les chrétiens-sociaux de Bavière (CSU), tout en érigeant un rempart contre les populistes de l'AFD. D'autres craignent un surcroît de contraintes bureaucratiques. C'est la première fois que l'Allemagne se dote d'une loi fédérale sur l'intégration. Le 3 juin, les partis de l'opposition critiquent néanmoins vivement cette loi soumise au vote des députés du *Bundestag*. *Die Linke* parle d'une « *loi anti-intégration* », les Verts d'un « *monstre administratif* ». Le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière (CDU), et sa collègue du Travail et des Affaires sociales, Andrea Nahles (SPD), saluent cette loi qui réunit les trois piliers essentiels de l'intégration (langue, travail et adhésion au système de valeurs).

die Gründung einer neuen politischen Bewegung an. Diese solle „nicht rechts, nicht links“ stehen, sagt er bei einem Bürgerforum im nordfranzösischen Amiens. Die neue Bewegung mit dem Namen „En marche“ solle vielmehr für neue Dynamik sorgen. Dem Wirtschaftsminister werden Ambitionen auf das höchste Staatsamt nachgesagt.

08.04. Nach Angaben des Statistikamts *Insee* schwächelt die französische Industrie im Februar. Die Produktion sei gegenüber dem Vormonat um 1 % gesunken. Das ist der stärkste Rückgang seit Juli 2015. Volkswirte hatten mit einem Rückgang von nur 0,4 % gerechnet. Im Jahresvergleich steigt der Wert im Februar um 0,6 %.

11.04. Nach zahlreichen Jugendprotesten und darauffolgenden Gesprächen mit Vertretern von

Schüler- und Studentengewerkschaften reagiert die Regierung mit Zusagen über u. a. Stipendien, staatlichen Mietgarantien für junge Leute sowie höheren Löhnen für Azubis. Studenten sollen darüber hinaus nach Abschluss ihrer Ausbildung bis zu vier Monate lang eine Art Übergangsgeld bekommen, bis sie eine Anstellung gefunden haben. Befristete Arbeitsverträge, die in Frankreich fast 90 % aller Neueinstellungen betreffen, sollen künftig mit einer Strafabgabe belegt werden. Die Gesamtkosten der insgesamt elf Vorhaben werden auf 500 Millionen Euro jährlich geschätzt.

11.04. Angesichts der stetig wachsenden Zahl von Langzeitarbeitslosen verabschiedet die Nationalversammlung auf Betreiben der Hilfsorganisation *ATD Quart Monde* ein Gesetz „für ein territoriales Experiment zur Beseitigung der Langzeitar-

beitslosigkeit“. Der Staat soll für jeden Erwerbslosen 15 000 bis 20 000 Euro pro Jahr ausgeben; es sollen Jobs geschaffen werden, die bislang keine Firma und kein Verein anbieten. Dafür wird ein

staatlicher Fond von zehn Millionen Euro bereitgestellt. Fünf von insgesamt zehn Testregionen sollen mit der Gründung neuer „Firmen für Arbeit“ den Anfang machen.

Relents xénophobes

En réponse aux déclarations hostiles à l'islam proférées par le parti populiste de droite AfD (*Alternative für Deutschland*) dans le cadre de son premier programme politique, Berlin rappelle le 17 avril que la liberté de religion est un droit fondamental en Allemagne (article 4). La vice-présidente du parti, Beatrix von Storch, avait déclaré que « *l'islam n'est pas compatible avec la Loi Fondamentale* ».

Le congrès fédéral de l'AFD, le 30 avril à Stuttgart, en présence de 2 000 adhérents, recommande la fin des cours de religion chrétienne dans leur forme actuelle et des règles différentes pour les juifs et les musulmans, ainsi que l'interdiction des minarets et du voile intégral. Il se prononce contre la présence de troupes de l'OTAN sur le sol allemand et préconise la tenue d'un référendum en faveur d'une sortie de l'Allemagne de l'Union européenne. Quelques voix plus modérées s'élèvent, sous les huées d'une majorité de délégués, pour plus de tolérance envers l'islam.

Une rencontre à Berlin entre la présidente de l'AFD, Frauke Petry, et le président du Conseil central des musulmans en Allemagne (ZMD), Aiman Mazyek, s'achève le 23 mai sur un éclat. En raison d'une comparaison faite par les musulmans entre l'AFD et le Troisième Reich sur la question de la religion, les participants du parti populiste quittent la salle prématurément.

Le 29 mai, le vice-président du mouvement, Alexander Gauland, est vivement critiqué pour une réflexion xénophobe sur le joueur de l'équipe allemande de football, Jérôme Boateng : « *Les gens le trouvent bien comme footballeur, mais ils ne veulent pas l'avoir comme voisin* ». CDU et SPD réagissent avec consternation à cette « *insulte inacceptable* ». Le joueur, aux racines ghanéennes (mais né à Berlin), se contente de relever l'enthousiasme des supporters dans les stades.

13.04. Frankreich verstärkt die Sicherheitspräsenz in seinem Überseedepartement Mayotte im Indischen Ozean, nachdem es zu schweren Ausschreitungen gekommen war. Mehrere Fahrzeuge brannten, Barrikaden wurden errichtet und der Zugang zu mehreren Stadtvierteln der Hauptstadt Mamoudzou wurden blockiert. Zudem legt ein Generalstreik Mayotte lahm.

13.04. Bei der Detonation einer Mine werden im westafrikanischen Mali drei französische Soldaten getötet. Die Soldaten waren nahe der nordmalischen Stadt Tessalit mit ihrem gepanzerten Fahrzeug auf die Mine gefahren.

13.04. Zur Bekämpfung der prekären Situation in vielen französischen Vorstädten stellt die Regierung einen neuen Gesetzesentwurf vor, der neben dem Aufbau eines freiwilligen Zivildienstes auch den sozialen Wohnungsbau in reicheren Gemeinden weiter vorantreiben soll.

15.04. Frankreich sichert dem Libanon für die kommenden drei Jahre 100 Millionen Euro Unterstützung zu, um bei der Versorgung der zahlreichen Flüchtlinge aus dem benachbarten Bürgerkriegsland Syrien zu helfen, so François Hollande bei einer gemeinsamen Pressekonferenz mit dem libanesischen Regierungschef Tammam Salam in Beirut.

16.04. Nach der Ausschreibung eines 35-Milliardenprojekts für den Bau von zwölf U-Booten in Australien erteilt die australische Regierung dem staatlichen französischen Schiffbaukonzern DCNS den Auftrag.

25.04. Bei einer Umweltkonferenz in Paris kündigt Staatspräsident Hollande an, dass erst ab 2019 entschieden wird, welche Atomkraftwerke neben dem im elsässischen Fessenheim stillgelegt werden sollen. Der Stromkonzern *Edf* soll nach einem für Ende 2018 erwarteten Behördenbericht

zur Sicherheit von Frankreichs Atomreaktoren vorschlagen, welche Anlagen geschlossen werden sollen.

27.04. Der Terrorverdächtige Salah Abdeslam wird von Belgien an Frankreich ausgeliefert. Abdeslam war seit den Pariser Anschlägen vom 13. November mit 130 Toten als einer der Mittäter gesucht worden und am 18. März bei einer Polizeiaktion im Brüsseler Stadtteil Molenbeek gefasst worden.

28.04. Nach der Auswertung erster Abgastests werden in Frankreich bisher keine Täuschungsversuche der Fahrzeughersteller festgestellt. Gleichzeitig werden aber deutliche Abweichungen bei den Werten unter realen Straßenbedingungen gemessen, wie das Umweltministerium in Paris mitteilt. Dies gelte vor allem für den Stickoxid-Ausstoß. Umweltministerin Ségolène Royal hatte nach Bekanntwerden des Abgas-Skandals bei *Volkswagen* Stichproben angeordnet.

28.04. Die Abgeordneten der Nationalversammlung stimmen mehrheitlich für eine Resolution, die die Regierung auffordert, beim nächsten EU-Gipfel die Verlängerung der anti-russischen Sanktionen abzulehnen. Bei zwei Enthaltungen votieren 55 Abgeordnete für die Resolution, 44 dagegen.

Mai/mai

02.05. Laut Angaben der staatlichen Beratenden Kommission für Menschenrechte (*CNCDH*) hat sich die Zahl der anti-islamischen Übergriffe und Drohungen in Frankreich 2015 mehr als verdreifacht. Insgesamt war die Zahl der gemeldeten Vorfälle von 133 im Jahr 2014 auf 429 im Jahr 2015 gestiegen. Die Vorsitzende der Kommission, Christine Lazerges, gibt jedoch zu bedenken, dass es sich bei diesen Zahlen nur um die tatsächlich angezeigten Taten handle. Die Dunkelziffer sei ungleich höher.

03.05. Der französische Atomkonzern *Areva* entdeckt Unregelmäßigkeiten in den Unterlagen von Hunderten Bauteilen, die zum Teil in Atomkraft-

Une économie en bonne santé

La courbe du chômage continue de baisser au 2^e trimestre 2016. Le nombre de demandeurs d'emploi publié le 5 avril est désormais de 2,8 millions, soit 6,5 % de la population active et 87 000 chômeurs de moins que l'année précédente à la même date. 43 millions de personnes exercent une activité rémunérée, soit une progression de 543 000 actifs sur un an. Mais 635 000 offres d'emploi sont recensées au mois de mars, soit 92 000 de plus qu'un an plus tôt.

Le gouvernement allemand présente le 20 avril sa projection économique, qui table sur une croissance de 1,7 % du PIB en 2016 et 1,5 % l'an prochain. Le nombre de personnes en activité devrait atteindre 43,9 millions à la fin de l'année 2017 et le chômage diminuer de 40 000 en 2016. Les exportations devraient augmenter de 1,9 % cette année et de 3,7 % en 2017. Ce dynamisme économique est confirmé le 12 mai par l'Office des statistiques qui explique cette évolution par un hiver clément qui a dopé l'activité de la construction, une augmentation des dépenses de l'Etat pour loger les migrants, et une consommation à la hausse grâce à un chômage au plus bas depuis un quart de siècle et une forte augmentation des salaires et des retraites. Le 9 juin, une étude comparative de la Fondation Bertelsmann note néanmoins qu'un tiers des chômeurs sont depuis plus de deux ans sans travail.

Employeurs et syndicats, réunis en commission, parviennent le 28 juin à s'accorder, à l'unanimité, sur une revalorisation du salaire minimum légal, qui passera de 8,50 euros à 8,84 euros de l'heure au 1^{er} janvier 2017, soit deux ans après la création de cette rémunération, qui de l'avis des experts n'a pas, malgré les craintes exprimées à l'origine, suscité de distorsions sur le marché du travail. Un million de travailleurs sont encore rémunérés en-dessous du seuil légal, ils étaient 4 millions lors du lancement de cette réforme qui touche 11 % des emplois à l'Est et 4 % à l'Ouest.

werken verbaut sind. Die Atomaufsicht *ASN* teilt mit, dass es um Dokumente von etwa 400 Teilen gehe, die seit 1965 im Schmiedewerk *Creusot Forge* hergestellt werden. Gut 50 davon seien in französischen Atomkraftwerken im Einsatz. Laut *Areva* gibt es bislang keine Hinweise, die deren mechanische Integrität infrage stellten.

Relations germano-asiatiques

Arrivé à Pékin le 7 avril pour inaugurer une exposition itinérante organisée par Berlin sur la transition énergétique et la politique allemande en la matière, le chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier, se rend ensuite à Changsha, capitale de la province du Hunan, avant de participer le 10 avril au Japon à une réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 à Hiroshima avec hommage aux victimes du bombardement atomique du 6 août 1945, en présence pour la première fois d'un secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères (John Kerry).

Dans le cadre des 4^{es} consultations intergouvernementales germano-chinoises, le 13 juin à Pékin, Angela Merkel et son homologue chinois, Li Keqiang, signent plusieurs accords de coopération bilatérale politique, économique et culturelle, ainsi qu'un mémorandum d'entente sur la coopération en Afghanistan. Le dialogue porte également sur les droits de l'homme. La déclaration commune évoque pour la première fois le conflit territorial en mer de Chine méridionale.

La chancelière, qui effectue son 9^e déplacement en Chine, se voit remettre le titre de docteur *honoris causa* de l'université de Nanjing.

03.05. Staatspräsident François Hollande und Außenhandelsstaatssekretär Matthias Fekl sprechen sich gegen das transatlantische Freihandelsabkommen (TTIP) aus. Zum jetzigen Zeitpunkt seien für Frankreich wichtige Bedingungen nicht erfüllt. Dazu gehören u. a. der Zugang zu den Dokumenten in Französisch, der Weiterbestand von Herkunftsangaben und Produktbezeichnungen sowie kleiner und mittlerer Betriebe. Auch

bedürfe es gemeinsamer Regeln bei den Finanzen und bei Dienstleistungen.

04.05. Innenminister Bernard Cazeneuve gibt im Ministerrat die Wahltermine für das Jahr 2017 bekannt: Die Präsidentschaftswahlen finden am Sonntag, dem 23. April (1. Wahlgang), und am Sonntag, dem 7. Mai (2. Wahlgang), statt. Die Wahl der 577 Abgeordneten der Nationalversammlung findet am Sonntag, dem 11. Juni (1. Wahlgang), und am Sonntag, dem 18. Juni (2. Wahlgang), statt. Die Teilerneuerung des Senates erfolgt am 24. September 2017. Dabei werden 170 der 348 Mitglieder in indirekter Wahl neu gewählt.

09.05. Im Anti-Terror-Kampf will die französische Regierung landesweit Zentren zur Wiedereingliederung radikalisierter Islamisten eröffnen. Bis Ende 2017 soll es in jeder französischen Region eine solche Einrichtung geben, so Premierminister Manuel Valls bei der Vorstellung eines „Aktionsplans gegen Radikalisierung und Terrorismus“. Damit sollen die Kapazitäten zur Resozialisierung von Islamisten und gefährdeten jungen Menschen verdoppelt werden. Die Regierung will dafür über einen Zeitraum von zwei Jahren 40 Millionen Euro bereitstellen. Valls kündigt auch die Gründung eines neuen Gremiums an, um die Bemühungen zu koordinieren.

12.05. In der Auseinandersetzung um die Arbeitsrechtsreform scheidet ein Misstrauensantrag gegen die Regierung. Der Antrag der konservativen Opposition verfehlt die notwendige absolute Mehrheit von 288 Stimmen. Damit gilt die umstrittene Gesetzesvorlage als in erster Lesung angenommen. Die Regierung hatte zuvor entschieden, die Gesetzesvorlage ohne Abstimmung durch die Nationalversammlung zu bringen, weil angesichts des erbitterten Widerstands auch aus den eigenen Reihen eine Mehrheit für die Reform unsicher geworden war.

14.05. Der nigerianische Präsident Muhammadu Buhari und François Hollande wollen gemeinsam stärker gegen die islamistische Terrorgruppe *Boko Haram* vorgehen. Dazu reist der Staatsprä-

sident zu einem regionalen Sicherheitsgipfel in der nigerianischen Hauptstadt Abuja, an dem auch die Staatschefs aus Niger, dem Tschad und Kamerun sowie Vertreter der EU und den USA teilnehmen.

15.05. 17 ehemalige Ministerinnen kündigen an, sexuelle Übergriffe männlicher Politiker künftig rigoros öffentlich zu machen. „*Wir werden nicht mehr schweigen*“, heißt es in dem u. a. von IWF-Chefin Christine Lagarde unterzeichneten Appell. Zuvor hatte die Staatsanwaltschaft Vorermittlungen wegen des Verdachts der sexuellen Belästigung in mehreren Fällen gegen den Vizepräsidenten der Nationalversammlung, Denis Baupin, eingeleitet. Baupin war am 9. Mai zurückgetreten. Auch Finanzminister Michel Sapin ist aktuell in einen Skandal verwickelt. Ihm wird vorgeworfen, sich unangemessen gegenüber einer Journalistin verhalten zu haben.

18.05. Mit dem Projekt *Industrie der Zukunft* wird die zweite Phase des Programms *Nouvelle France Industrielle* eingeläutet, das die französische Industrie vor dem Hintergrund der digitalen Revolution wieder auf Kurs bringen soll. Es schließt an die 34 Industrieprojekte an, die im September 2014 auf den Weg gebracht wurden. Die zentrale Aufgabe des Projekts ist es, die industrielle Basis zu modernisieren und ihr Wirtschaftsmodell durch Digitalisierung zu verändern. Neben der Modernisierung von Produktionsstätten geht es darum, Unternehmen bei der Anpassung ihrer Geschäftsmodelle, ihrer Organisation sowie ihrer Entwicklungs- und Vermarktungsstrategien zu begleiten.

19.05. Die französische Filmförderungsanstalt CNC zieht ihre Jahresbilanz. Mit 205,3 Millionen gelösten Eintrittskarten war die Zahl der Kinobesuche 2015 gegenüber 2014 leicht rückläufig. Mit 39,1 Millionen Besuchern (66 % aller Franzosen) bleibt das Kino in Frankreich aber eine sehr beliebte Freizeiteinrichtung. Den größten Anteil der Kinogänger stellt die Altersgruppe 60 Jahre und älter mit durchschnittlich 6,7 Kinobesuchen im Jahr. 35,5 % der besuchten Filme sind französische Produktionen. Die Zahl der Filme „*französischer Initiative*“ (*films d'initiative française*) ist um

15,3 % gestiegen und erreicht damit seit 1952 einen Rekord.

Evasion fiscale

La publication le 3 avril par la *Süddeutsche Zeitung* des 149 premiers documents sur l'existence d'un système d'évasion fiscale (*Panama papers*) est qualifiée le lendemain de « *défi mondial exigeant une réponse internationale* » par le ministre de l'Économie, Wolfgang Schäuble, qui entend créer en Allemagne un registre de transparence pour sortir de l'anonymat les véritables propriétaires de sociétés écrans.

Berlin avait déjà convoqué en octobre 2014 une conférence fiscale avec 51 États qui avaient décidé d'échanger leurs informations à partir de 2017, rejoints depuis par 45 autres États. Un autre plan d'action, mis en œuvre pour lutter contre l'optimisation fiscale déployée par les multinationales qui veulent échapper à l'impôt, réunit 62 pays. Une semaine après la publication des *Panama papers*, le ministre présente un nouveau plan d'action en dix points, afin d'accélérer la lutte contre l'évasion fiscale à l'échelle mondiale. Il demande que le Panama coopère en adhérant à ce plan et en réformant son droit des sociétés. Berlin veut intensifier la surveillance sur les banques, alors que le soutien qu'elles apportent à certains de leurs clients est déjà pénalement sanctionné. Le parti social-démocrate du ministre de l'Économie, Sigmar Gabriel, publie pour sa part un plan en vingt points, instaurant un plafond pour les paiements en liquide et une harmonisation des règles de contrôle fiscal dans les différents *Länder*.

11,5 millions de documents confidentiels du cabinet d'avocats panaméen *Mossack Fonseca*, aux services duquel 214 000 de firmes *offshore* (dont 28 banques allemandes) et de nombreux actionnaires et personnalités de la politique et du sport ont eu recours, avaient été remis en 2015 au quotidien de Munich, qui les a partagés avec ses confrères du Consortium international de journalistes d'investigation (ICIJ) pour les publier le 9 mai.

Priorité à la recherche

La chancelière Angela Merkel prend la parole le 12 avril au 2^e Sommet de la Recherche à Berlin pour mettre l'accent sur la révolution numérique qu'elle appelle de ses vœux. Un Agenda numérique a déjà été lancé par le gouvernement allemand et un meilleur financement de la recherche depuis quelques années a permis à de nombreux chercheurs, partis à l'étranger, de retrouver leurs laboratoires en Allemagne. Des Centres de compétences vont être instaurés pour favoriser le transfert de savoir-faire.

Le 3 mai, six scientifiques étrangers de haut niveau (deux mathématiciens, un physicien, une écologue, une islamologue et une spécialiste des études juives) reçoivent à Berlin le prestigieux Prix Alexander von Humboldt, doté de 3,5 à 5 millions d'euros pour leur permettre de poursuivre leurs recherches en Allemagne pendant cinq ans. Parmi eux, le physicien Wolfgang Wernsdorfer pourra intensifier à Karlsruhe les travaux menés jusqu'ici en France, à l'Institut Néel de Grenoble.

Le conseil des ministres adopte par ailleurs le 11 mai le rapport gouvernemental consacré à la recherche et à l'innovation, dans lequel les dépenses dans ce domaine sont en augmentation de 75 % entre 2005 et 2016 pour atteindre actuellement 15,8 milliards d'euros (soit 2,9 % du PIB), sur les 84 milliards dépensés en 2016 pour les investissements. Avec 57 milliards d'euros, les entreprises supportent près des deux tiers de l'effort. Plus de 600 000 personnes sont employées dans la recherche et le développement. A cela s'ajoute un nombre de brevets déposés par million d'habitants qui est de 240 % supérieur à la moyenne européenne et deux fois plus élevé qu'aux États-Unis.

19.05. Nach dem Senat beschließt die Nationalversammlung die Verlängerung des Ausnahmezustandes um zwei Monate. Die Regierung begründet die Entscheidung mit den beiden sportlichen Großereignissen Fußball-EM 2016 und *Tour de France* im Juni bzw. Juli. Der Ausnahmezustand endet mit dem Abschluss der *Tour de*

France. Der am 14. November 2015 nach den Attentaten in Paris beschlossene Ausnahmezustand war seitdem bereits zweimal um jeweils drei Monate verlängert worden.

23.05. Die für Küchengeräte-Marken bekannte *Groupe SEB* aus Lyon übernimmt den schwäbischen Besteck- und Kaffeemaschinenhersteller WMF. *SEB*, 1925 als *Société d'Emboutissage de Bourgogne* gegründet, kommt mit dem Zukauf von WMF auf 5,8 Milliarden Euro Umsatz. *SEB* zahlt 1,02 Milliarden Euro und übernimmt 565 Millionen Euro Schulden von WMF.

24.05. Unter Vorsitz von Außenminister Jean-Marc Ayrault findet eine Ministerkonferenz zur Vorbereitung des Westbalkan-Gipfeltreffens am 4. Juli in Paris statt. An dem Treffen nehmen die sechs Länder des westlichen Balkans, Deutschland, Österreich, Kroatien, Italien, Slowenien sowie Vertreter der EU teil. In einem Kommuniqué unterstreichen die Teilnehmer des Treffens insbesondere die Wichtigkeit einer europäischen Perspektive für die Balkanländer zur Beschleunigung der Reformprozesse.

24.05. *Google* und *Mc Donalds* geraten in den Fokus der französischen Behörden. Hintergrund seien Vorermittlungen wegen des Verdachts auf Steuerbetrug. Bei *Google* gehe es darum zu klären, ob der irische *Google*-Ableger *Ireland Ltd.* eine feste Niederlassung in Frankreich hat und ob das Unternehmen gegen Steuer-Vorschriften verstoßen habe, indem es einen Teil seiner Aktivitäten in Frankreich nicht dort angegeben habe, so die Staatsanwaltschaft.

25.05. Zum ersten Mal seit fünf Jahren sinkt die Zahl der Arbeitslosen in Frankreich einen zweiten Monat in Folge: 3,51 Millionen Arbeitslose waren im April registriert, knapp 0,6 % weniger als im März, so das Arbeitsministerium. Die Zahl liegt auch unter dem Vorjahreswert. Der letzte Rückgang im Jahresvergleich stammt aus der Zeit vor der Finanzkrise von 2008.

29.05. In Frankreich finden eine Reihe von Gedenkveranstaltungen statt, die an das Ende der

Schlacht von Verdun am 19. Dezember 1916 erinnern. Höhepunkt ist der Gedenktag am 29. Mai mit Staatspräsident Hollande, Bundeskanzlerin Merkel sowie EU-Kommissionspräsident Juncker und dem Präsidenten des Europäischen Parlaments, Martin Schulz. Dabei wird die neu gestaltete Gedenkstätte eingeweiht. Sie war 1967 auf Initiative des *Comité national de souvenir de Verdun* am Standort des Bahnhofs Fleury-devant-Douaumont errichtet worden. Die Stadt Verdun erhält den Adenauer-De Gaulle-Preis. Die Verleihung findet in Anwesenheit von Staatspräsident François Hollande und Bundeskanzlerin Angela Merkel statt.

Juni/juin

01.06. Frankreich übernimmt für einen Monat den Vorsitz im UN-Sicherheitsrat. Die wichtigsten Aufgaben in dieser Zeit sind friedenserhaltende Einsätze in Afrika, die Verlängerung des Mandats der Vereinten Nationen in Libyen, die Beobachtung der Krisen in Syrien, Libyen und im Jemen sowie des Konflikts zwischen Israel und Palästina.

01.06. Ein unbefristeter Streik bei der französischen Staatsbahn *SNCF* führt zu erheblichen Behinderungen im Schienenverkehr. Nur ein Drittel

Contestations sur le libre-échange

Angela Merkel et le président américain Barack Obama inaugurent le 24 avril la Foire de Hanovre, le plus grand salon industriel du monde avec plus de 5 200 exposants de 75 pays, dont 465 américains. Les Etats-Unis sont le pays partenaire de l'édition 2016, axée sur les technologies industrielles intelligentes. A cette occasion, la chancelière et le chef de l'exécutif américain plaident en faveur de l'accord de libre-échange transatlantique *Tafta* (ou TTIP) en cours de négociation. La veille, plus de 25 000 personnes avaient protesté dans les rues de Hanovre contre ce traité et contre la confidentialité des pourparlers. Barack Obama prononce le lendemain un vibrant plaidoyer en faveur d'une « *Europe forte et unie* ».

Au cours des entretiens le 25 avril, Angela Merkel et le président américain retrouvent au château de Herrenhausen le président français ainsi que les premiers ministres britannique et italien pour un sommet consacré aux questions de sécurité (Libye, Syrie, Ukraine, Afghanistan). Le 5 mai, le gouvernement allemand réagit à la divulgation par *Greenpeace* de documents confidentiels sur les négociations en réaffirmant sa volonté d'aboutir rapidement à la conclusion d'un accord, tout en soulignant que les Etats-Unis et l'Union européenne ont des conceptions différentes sur le principe de précaution, les produits agroalimentaires génétiquement modifiés ou la viande aux hormones. Berlin assure que *Tafta* ne

conduira pas à revoir à la baisse les normes sociales, environnementales et juridiques en vigueur. Le ministre de l'Economie, Sigmar Gabriel (SPD), se déclare opposé à un accord qui envisagerait la mise en place de tribunaux d'arbitrage. Son collègue de l'Agriculture, Christian Schmidt (CSU), est contre les importations d'aliments génétiquement modifiés, et le président de la CSU exige de la transparence dans les débats avant que ne soit accepté le traité. La presse allemande relève que le président français a menacé le 4 mai de rompre les négociations avec les Etats-Unis, option qualifiée de « *la plus probable* » par le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Matthias Fekl.

Le 28 juin, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, déclare pendant le sommet européen que dans les pourparlers de l'Europe avec le Canada (*Ceta*) se feront uniquement avec les députés du parlement européen de Strasbourg, mais sans les parlements nationaux, provoquant ainsi la colère des dirigeants. Angela Merkel insiste sur la nécessité de mener les discussions avec les députés pour un accord économique et commercial global qui peut servir de modèle aux négociations *Tafta*. Pour Sigmar Gabriel, la mesure est « *incroyablement stupide* » et va doper l'opposition aux autres traités : « *Si la Commission fait cela, Tafta est mort* ». La CSU parle d'une décision « *irresponsable et impossible* ».

der *Intercity*-Züge, jeder zweite Regionalexpress und 60 % der TGV-Schnellzüge sind in Betrieb. Betroffen sind auch viele Pendlerzüge im Großraum Paris. Mit den Streiks wollen die Gewerkschaften Druck bei Verhandlungen über die Arbeitsbedingungen im Bahnsektor allgemein und über Arbeitszeiten bei der SNCF ausüben. Die CGT verursacht mit Streiks und Blockaden von Treibstofflagern und Ö Raffinerien zudem Benzin- und Dieselknappheit im Land.

03.06. Auf Initiative Frankreichs findet in Paris ein internationales Nahost-Treffen statt, an dem der Generalsekretär der Vereinten Nationen, die Außenbeauftragte der Europäischen Union sowie die Außenminister bzw. Vertreter von rund 30 Ländern teilnehmen. Außenminister Jean-Marc Ayrault verdeutlicht in seiner Eingangserklärung noch einmal die seit 1982 geltende französische Position einer Zwei-Staaten-Lösung. Dies beinhaltet, alles zu tun, damit Israel in Sicherheit leben könne, aber auch die Gründung eines palästinensischen Staates.

04.06. Nach der endgültigen Verabschiedung durch die Nationalversammlung tritt das Gesetz zur Bekämpfung der organisierten Kriminalität, des Terrorismus und dessen Finanzierung in Kraft. Es gibt Richtern und Staatsanwälten wirksamere Mittel zur Ermittlung von Straftaten an die Hand und schafft die Grundlage für eine schnellere Aufdeckung und sowie eine umgehende Betreuung von radikalisierten Personengruppen. Das Gesetz ermächtigt zudem die Regierung zur Umsetzung von EU-Richtlinien gegen Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung.



07.06. Drei Tage vor Beginn der Fußball-Europameisterschaft *Euro 2016* eröffnet Innenminister Bernard Cazeneuve das Zentrum für internationale polizeiliche Zusammenarbeit (*CCPI*), in Lognes nahe Paris. Neben den 90 000 Polizisten, Soldaten und privaten Sicherheitskräften, die das

sportliche Großereignis sichern, wird von Lognes aus der Einsatz der insgesamt 200 ausländischen Polizisten aus 23 Teilnehmerländern koordiniert. Diese sind jeweils an den Spielorten ihrer Mannschaften stationiert.

08.06. Mit dem Votum der Nationalversammlung wird das Ratifizierungsgesetz des Pariser Weltklimaabkommens endgültig angenommen. Frankreich ist damit der erste Industriestaat, der die gesetzlichen Grundlagen der Ratifizierung schafft. Das Pariser Abkommen zielt darauf ab, eine globale Antwort auf die Bedrohung des Klimawandels in Sinne einer nachhaltigen Entwicklung und der Bekämpfung von Armut zu geben.

08.06. Einem Bericht des französischen Amtes für den Schutz von Flüchtlingen und Staatenlosen (*Ofpra*) zu Folge wurden 2015 in Frankreich 80 075 Asylanträge registriert – 23,6 % mehr als 2014; parallel dazu wird der Flüchtlingsstatus immer häufiger gewährt: er ist besonders hoch bei Asylsuchenden aus dem Irak (97,9 %), Syrien (96,9 %), Zentralafrika (88,7 %), Jemen (81,6 %) und Afghanistan (80,3 %). Der in Frankreich 2015 verzeichnete Anstieg liegt im europäischen Durchschnitt, aber deutlich unter dem in einzelnen EU-Ländern wie Österreich (+215 %) oder Deutschland (+175 %).

09.06. Das Pariser Strafgericht verhängt eine Geldstrafe von 800 000 Euro gegen den umstrittenen Fahrdienstanbieter *Uber* wegen seiner *Smartphone*-App *UberPop*. Die Hälfte der Strafe wird zur Bewährung ausgesetzt. Zwei *Uber*-Spitzenmanager werden zu 30 000 und 20 000 Euro Geldstrafe verurteilt, jeweils zur Hälfte auf Bewährung. *Uber* kündigt Berufung an.

10.06. In Frankreich steigt die Industrieproduktion im April überraschend stark um 1,2 %. Besonders starke Zuwächse gibt es u. a. in der Automobilindustrie. Auch im April legt sie im Jahresvergleich zu: um 1,9 % (statt wie erwartet um 1,0 %).

14.06. Bei einer Großdemonstration gegen die umstrittene Arbeitsmarktreform kommt es zu

schweren Ausschreitungen. In Paris werden 26 Menschen verletzt, darunter 20 Polizisten. 21 Personen werden verhaftet. Etwa 700 Busse hatten zuvor Demonstranten aus ganz Frankreich nach Paris gebracht.

14.06. Die Regierung bezeichnet die Tötung eines Polizisten und seiner Lebensgefährtin als Terrorakt. Der von der Polizei erschossene Täter war in Magnanville bei Paris in das Haus des Paares eingedrungen. Zuvor hatte er den Polizisten vor dem Gebäude erstochen. Nach Polizeiangaben war der Täter wegen Anschlagplanungen vorbestraft. Der 25-Jährige sei 2013 wegen Zugehörigkeit zu einem Ableger einer französisch-pakistanischen *Dschihad*-Gruppe verurteilt worden, so die Behörden. Die IS-Miliz bezeichnet den Täter als einen ihrer Aktivisten.

14.06. Außenminister Jean-Marc Ayrault stellt zusammen mit dem ehemaligen Premierminister und Sonderbotschafter für die Erdpole, Michel Rocard, vor Wissenschaftlern, Volksvertretern und Vertretern von Unternehmen sowie NGOs den französischen Aktionsplan für die Arktis vor. Frankreich ist u. a. im Rahmen des zwischenstaatlichen Kooperationsforums des Arktischen Rats sowie in mehreren technischen und wissenschaftlichen Einrichtungen aktiv.

15.06. Die Teilnahme von Bundesinnenminister Thomas de Maizière an der wöchentlichen Sitzung des französischen Ministerrats bietet Anlass für eine gemeinsame Stellungnahme zum Thema „Sicherheit“. Beide Länder bringen ihre Verbundenheit zum Ausdruck ebenso wie ihre Entschlossenheit, die bestehenden Strukturen sowohl auf bilateraler als auch auf Ebene der Europäischen Union zu vertiefen und neue Maßnahmen umzusetzen, die auf die Verstärkung der Sicherheit und eine noch effektivere gemeinsame Bekämpfung der terroristischen Bedrohung abzielen.

24.06. Staatspräsident Hollande nimmt zum Ausgang des Brexit-Referendums und der damit verbundenen Entscheidung Großbritanniens, die Europäische Union zu verlassen, Stellung. Er for-

dert Großbritannien auf, das Austrittsverfahren so bald wie möglich einzuleiten.

28.06. Die umstrittene Arbeitsmarktreform passiert mit 185 gegen 156 Stimmen den Senat – allerdings in einer stark abgeänderten Version. So wollen die Senatoren die 35-Stunden-Woche stärker lockern als die Regierung und eine feste Obergrenze für Abfindungen bei unrechtmäßigen Entlassungen einführen. Es wird erwartet, dass die Änderungen in der Nationalversammlung keinen Bestand haben.

Le romantisme au musée

Monika Grütters, ministre déléguée à la Culture, pose le 15 juin à Francfort/Main la première pierre d'un futur musée du romantisme, qui devrait ouvrir ses portes à l'automne 2019 tout près de la maison natale de Johann Wolfgang von Goethe, qui a inspiré le mouvement au 18^e siècle avant d'incarner le classicisme à Weimar.

30.06. Außenminister Jean-Marc Ayrault begrüßt die einstimmige Verabschiedung der Resolution 2295 des Sicherheitsrates der Vereinten Nationen, die das Mandat der Multidimensionalen Integrierten Stabilisierungsmission der Vereinten Nationen in Mali (MINUSMA) um ein Jahr verlängert. Die Resolution soll zur Unterstützung des Friedensprozesses beitragen, wozu bewaffnete Einheiten um ca. 2500 auf 15200 stationierte Soldaten und Polizisten aufgestockt werden und ihre Einsatzmöglichkeiten ausgeweitet werden sollen.

30.06. Anlässlich der Sitzung der nationalen Kommission zur Zerstörung von Antipersonenminen (CNEMA) bestätigt das Verteidigungsministerium, dass die Zerstörung der französischen Lagerbestände an Streumunition abgeschlossen sei. Die Zerstörung der vorhandenen Bestände, zu denen Mehrfachraketenwerfer und Granaten gehören, sei zwei Jahre früher abgeschlossen worden als in Oslo festgelegt. Frankreich hatte das Übereinkommen 2009 ratifiziert und somit dazu beigetragen, dass es 2010 in Kraft treten konnte.

Verstorben/Décédés

Georg Kronawitter, ancien maire social-démocrate de Munich (de 1972 à 1978 et de 1984 à 1993), décède le 28 avril. Il avait 88 ans.

Margot Honecker, ancienne ministre est-allemande de l'Éducation populaire et veuve de l'ancien chef du gouvernement et de parti en RDA (mort en 1994), décède à Santiago de Chili le 6 mai des suites d'un cancer. Elle avait 89 ans. Elle n'a cessé jusqu'à sa mort de défendre la politique du régime est-allemand.

Walther Leisler Kiep, ancien député du *Bundestag* et ministre régional de l'Économie (1976-1977) et des Finances (1976-1980) en Basse-Saxe, meurt le 9 mai à l'âge de 90 ans. Il a été également trésorier du parti chrétien-démocrate, fonction pendant laquelle il a instauré un système de non-déclaration des revenus, touchant notamment les frais de campagne pendant le mandat du chancelier Helmut Kohl. La révélation conduira en 1999 au renouvellement des cadres du parti, avec entre autres l'arrivée d'Angela Merkel à la tête de la CDU.

Fritz Stern, historien américain d'origine allemande et de réputation internationale, meurt à New York le 18 mai à l'âge de 90 ans, où ses parents juifs s'étaient réfugiés en 1938 pour échapper au national-socialisme.

Jean-Claude Decaux, Industriemanager, stirbt am 27. Mai im Alter von 79 Jahren. Er hatte 1964 das Unternehmen *JCDecaux* gegründet, das weltweit Außenwerbung mit Buswartehäuschen betreibt, die den Gemeinden kostenlos angeboten werden, gegen das Recht, darin Plakatwerbung anzubringen.

André Rousselet, Politiker und Unternehmer, stirbt am 29. Mai. Er war 94 Jahre alt. 1960 war er Besitzer der Taxi-Gesellschaft G7, 1984 gründete er den Bezahlfernsehsender *Canal+*.

Rupert Neudeck, journaliste et co-fondateur des organisations d'aide *Cap Anamur* (1982) et *Cas-*

ques verts (2002), décède le 31 mai à l'âge de 77 ans. Il avait fondé en 1979, avec le soutien de l'écrivain Heinrich Böll, le comité *Un bateau pour le Vietnam* qui jusqu'en 1982 sauvera la vie de plus de 11 000 réfugiés en Mer de Chine.

Rudi Altig, coureur cycliste légendaire, champion du monde sur route en 1966, s'éteint le 11 juin à l'âge de 79 ans. Il avait gagné huit étapes lors de quatre compétitions du Tour de France dans les années 1960.

Götz George, acteur, meurt le 19 juin à Berlin. Il avait 77 ans. Son décès n'est annoncé qu'une semaine plus tard à sa demande. Connu surtout pour ses rôles de commissaire Schimanski dans la série *Tatort*, interprété 48 fois en 32 ans, il a joué aussi dans le film *George* le rôle de son propre père Heinrich, comédien contesté pour sa carrière pendant le Troisième Reich.

Benoîte Groult, Schriftstellerin und Feministin, stirbt 96-jährig am 20. Juni im südfranzösischen Hyères. Sie hatte 1988 mit ihrem Liebesroman *Les vaisseaux du cœur* (deutscher Titel: *Salz auf unserer Haut*) Weltruhm errungen.

Auszeichnungen/Distinctions

Le pape **François** reçoit le 6 mai au Vatican, en présence d'Angela Merkel et des principaux dirigeants européens, le Prix Charlemagne de la ville d'Aix-la-Chapelle, qui depuis 1950 récompense des personnalités ou des institutions pour leur engagement au service de l'Europe.

Lars Kraume, cinéaste, reçoit le 27 mai à Berlin le *Lola d'Or* du meilleur film allemand de l'année pour son film *Fritz Bauer*, un héros allemand qui raconte le combat d'un procureur général, initiateur des procès d'Auschwitz, pour retrouver Adolf Eichmann. Le *Lola d'argent* va à **Thomas Stuber** pour son film *Herbert*, l'histoire d'un ancien boxeur nostalgique atteint de sclérose. Le *Lola de bronze* est attribué à **Theresa von Eltz** pour *Vier Könige*, un film présentant quatre jeunes fêtant Noël dans un hôpital psychiatrique.